

Un article du Figaro.fr du 29 octobre :

Riche et puissante, l'Église grecque échappe à l'austérité (02.11)

Alors que les Grecs sont appelés à voter aux municipales le 7 novembre prochain, le premier ministre promet qu'il n'y aura pas de nouvelles mesures d'austérité «quoi qu'il arrive». Mais, discrètement, il tente de s'attaquer à un colosse: l'Église. Toute-puissante, elle est pointée du doigt par l'opinion publique qui critique sa «mauvaise volonté» car elle refuse de payer les taxes sur ses propriétés que lui réclame le gouvernement qui l'entretient à hauteur de 350 millions d'euros par an.

Georges Papandréou veut porter le taux d'imposition de l'Église, aujourd'hui négligeable, à 20% pour ses biens immobiliers exploités ou exploitables, à 10% sur les legs en espèces et à 5% sur les legs immobiliers et fonciers. Cette annonce soulève un tollé chez les évêques. Plus d'un tiers d'entre eux refusent de s'y plier et font pression sur l'État pour qu'il revienne sur sa décision.

Mais engluée dans des scandales politico-financiers ces dernières années, l'Église, qui n'est pas séparée de l'État, et dont les prêtres ont le statut de fonctionnaire et touchent, en moyenne, 2000 euros par mois, a perdu de sa popularité. La querelle n'est pas nouvelle. Depuis 1945, l'État peine à taxer les propriétés de l'Église. «Tous les gouvernements ont essayé en vain», explique le sociologue Nikos Dimou. «Les prêtres influencent le peuple car 90% des Grecs sont orthodoxes. Et les politiques y sont sensibles», assure-t-il. Et d'ajouter que ce rapport de force est lié à l'histoire du pays. «L'orthodoxie est une identité nationale ici. L'Église se vante d'avoir sauvé le pays des Turcs. La Constitution grecque a été rédigée en 1975 "au nom de la Trinité sainte consubstantielle et indivisible" et l'Église a un avis sur toutes les affaires d'État.»

Premier propriétaire terrien

Encore aujourd'hui, la rentrée des classes tout comme l'intronisation d'un gouvernement ne peuvent pas se faire sans la bénédiction d'un pape. La mention obligatoire de la religion sur les cartes d'identité a été supprimée en l'an 2000.

La polémique entre l'État et l'Église est d'autant plus vive que le plus grand flou règne sur l'étendue véritable de sa richesse. «Les biens de l'Église ont plusieurs fois été saisis par l'État», rappelle le père Timotheos Anthi, représentant du Saint Synode qui regroupe 77 évêchés dans le pays. Cette fortune, établie sous l'occupation ottomane, est moins prestigieuse qu'autrefois, mais elle reste importante. Le patrimoine foncier de l'Église s'élèverait à un peu plus de 700 millions d'euros avec 130.000 hectares de terres à bâtir, de forêts et de plages faisant d'elle le premier propriétaire foncier du pays.

«Il n'y a que 4% de notre patrimoine qui est exploitable», rétorque le père Timotheos Anthi. «Nous demander 600.000 euros de taxes, c'est parfaitement injustifié.» Et de rappeler que l'Église orthodoxe a dépensé 100 millions d'euros en 2009 pour ses œuvres caritatives et qu'elle est «bien meilleure gestionnaire que l'État». Mais «Dieu lui-même ne connaît le montant de sa fortune», ironise le vice-premier ministre, Théodore Pangalos.

Un article de Reuters du 18 novembre :

Le "*super investor*", espèce menacée ou prédateur convalescent? (20.11)

"*Super Investor*". Si le nom du forum du capital investissement qui a lieu à Paris cette semaine fleure bon l'exubérance et l'optimisme d'avant-crise, certains financiers présents à cette manifestation reconnaissent que l'âge d'or du capital investissement est mort avec la crise.

En dépit ou à cause du climat morose, plus de 700 gérants, consultants ou investisseurs se sont rendus, selon les organisateurs, à cette "*grand-messe*" annuelle du private equity qui se tient dans un palace de la capitale.

"*Pour aller de l'avant, l'industrie du private equity doit accepter (...) que la période de 2004 à 2007 était une anomalie*", a déclaré jeudi lors de ce forum Guy Hands, le gérant du fonds américain Terra Firma.

Le discours très attendu de ce financier emblématique, star déchue de la finance pour certains observateurs, tombe quelques jours après la perte de son procès contre la banque Citigroup, responsable selon lui du rachat catastrophique de la maison de disques EMI, effectué en pleine bulle financière.

C'est durant cette période et grâce à une dette peu onéreuse que les fonds d'investissement ont pu acheter et revendre à une cadence soutenue des entreprises, dégageant des profits record.

La chute de Lehman Brothers en 2008 a brusquement mis fin à ce cycle d'environ quatre ans et la récession qui a suivi a étranglé certaines entreprises, incapables de rembourser la dette levée par les fonds pour les racheter.

LES ANNÉES "WOODSTOCK" DU PRIVATE EQUITY

Mais durant la période de bulle, surnommée par Guy Hands les "*années Woodstock*" du secteur, la dette bon marché et la fièvre spéculatrice ont assuré des taux de retour sur investissement souvent supérieurs à 20%.

Les gérants des fonds de private equity touchaient alors traditionnellement jusqu'à 2% des capitaux sous gestion, 20% des profits dégagés ainsi que de nombreuses commissions pour le montage des opérations d'acquisition par exemple.

Les fonds ont levé des centaines de milliards de dollars auprès des investisseurs, somme qu'ils ont été incapables de dépenser quand les banques ont brutalement fermé les robinets du crédit. Ces montagnes de liquidités posent maintenant un problème majeur à l'industrie financière.

"*Il y a tout simplement trop d'argent disponible pour que toutes ces liquidités trouvent des "deals" qui offriront des retours sur investissement au niveau de référence de 20%*", a noté Guy Hands, soulignant que plus de 500 milliards de dollars sont actuellement disponibles pour des opérations de LBOs (leveraged buy-outs).

L'immobilisation de ces sommes que les fonds n'arrivent pas à dépenser pèsent sur les rendement et les gérants craignent de ne plus pouvoir lever d'argent frais s'ils ne sont pas capables de dépenser celui qu'ils ont sous gestion.

Les nouvelles règles prudentielles décidées pour empêcher une nouvelle crise financière rendent l'investissement dans le private equity plus onéreux pour les banques et les assurances ce qui devrait tarir les sources de financement des fonds.

Les lobbies de l'industrie financière font régulièrement valoir qu'il n'y aura pas assez de capital disponible pour financer correctement l'économie.

Par ailleurs, le nouveau texte adopté par le Parlement européen pour encadrer les fonds alternatifs impose des obligations de transparence et de communication accrues, une contrainte mal acceptée par le secteur.

LES EXCÈS DU PASSÉ

Un membre du cabinet du Commissaire européen à la régulation Michel Barnier a été accueilli assez froidement par les financiers présents au "Super investor", de nombreux intervenants prenant le micro pour dénoncer des règles inefficaces, inutiles et coûteuses.

La solution proposée par Guy Hands : un retour aux fondamentaux, c'est-à-dire à des investissements sur des durées plus longues, des acquisitions de plus petite taille et un accent sur la croissance organique des entreprises achetées.

Cette position implique de tirer un trait sur les excès du passé mais ne signifie pas non plus des sacrifices inacceptables en termes de rémunération.

"Non, nous ne pourrions plus introduire en Bourse une société de private equity pour 10 à 20 milliards de dollars, non, nous n'allons pas créer beaucoup de milliardaires", a averti Guy Hands.

"Mais nous serons toujours capables de nous faire payer salement (bloody) bien !"

Un article de Libération.fr du 22 novembre :

Plan d'aide à l'Irlande: une «ignominie» et une «capitulation». (23.11)

Des experts de l'UE et du FMI ont commencé lundi à Dublin à mettre au point les détails d'un vaste plan de sauvetage à l'Irlande, qui pourrait atteindre jusqu'à 90 milliards d'euros, perçu comme une «reddition» par une population largement réticente.

«Une capitulation sans précédent», une «ignominie», «une reddition éhontée»: la presse celtique était unanime lundi à condamner l'appel à des bailleurs de fonds étrangers pour résorber la dette astronomique qui plombe l'Irlande.

Dès l'annonce du plan, dimanche soir à Dublin, quelques manifestants s'en sont violemment pris aux voitures des ministres quittant leurs bureaux officiels. L'un des manifestants a été blessé quand il a dû être maîtrisé par la police.

«Nous ne sommes pas en faillite», a cependant assuré lundi le ministre des Finances Brian Lenihan, démentant que le FMI allait dorénavant gérer les affaires de l'île et notamment exiger un durcissement d'un délicat plan de rigueur que Dublin doit annoncer mercredi.

Réduction des allocations

Brian Lenihan a indiqué que les instances internationales étaient «globalement satisfaites» des nouvelles mesures d'austérité, préalables au plan international de sauvetage. Elles prévoient 15 milliards d'euros d'économies d'ici à 2014 afin de ramener à 3% du PIB le déficit public, actuellement de 32%.

Le gouvernement aura fort à faire pour vendre ce plan auprès d'une population à bout de patience. Selon la presse, la potion amère à venir comprend de nouvelles réductions des allocations chômage et familiales ainsi que de nouvelles suppressions d'emplois publics. Brisant un tabou, le gouvernement devrait de plus toucher au salaire minimum.

L'aide à l'Irlande «est justifiée afin de de sauvegarder la stabilité financière de l'UE et de la zone euro», ont déclaré dans un communiqué les ministres des Finances de la zone euro et de toute l'UE, dimanche soir en acceptant la demande d'aide formulée par Dublin.

Après plus d'une semaine de démentis et de tergiversations, l'Irlande va ainsi devenir le deuxième pays de la zone euro à bénéficier cette année d'un soutien, après la Grèce au printemps dernier. Le FMI s'est dit prêt à apporter sa contribution par le biais d'un prêt sur plusieurs années.

Entre 80 et 90 milliards d'euros d'aide

Lundi à Londres, le ministre britannique des Finances, George Osborne, a indiqué que le Royaume-Uni allait fournir à l'Irlande un prêt bilatéral d'environ 7 milliards de livres, soit 8 milliards d'euros, dans le cadre de l'effort international.

La Suède, également non membre de la zone euro, envisage un prêt bilatéral de 530 millions à 1,06 milliard d'euros à l'Irlande, selon le ministre suédois des Finances, Anders Borg. Le montant total du plan de sauvetage international n'est pas encore connu. Le gouvernement irlandais a indiqué que «quelques semaines» seraient nécessaires afin de parachever les détails de l'aide. Des experts de l'UE et du FMI se trouvent déjà depuis jeudi à Dublin afin d'en étudier les modalités techniques.

Des sources diplomatiques ont cependant indiqué que la somme serait comprise entre 80 et 90 milliards d'euros. La Grèce a obtenu un prêt de 110 milliards d'euros sur trois ans, étant alors dans l'impossibilité d'emprunter à des taux d'intérêt abordables pour refinancer sa dette.

L'objectif est similaire pour l'Irlande à cette différence près qu'il s'agit cette fois principalement d'aider les banques irlandaises en crise, que Dublin a déjà dû renflouer à hauteur de 50 milliards d'euros environ, faisant exploser son déficit public.

Il s'agit aussi d'éviter une contagion à d'autres pays aux finances publiques fragiles de l'Union monétaire, comme le Portugal ou l'Espagne, via la hausse des taux d'emprunts obligataires. La décision d'un plan d'aide à l'Irlande faisait progresser l'euro, lundi matin.

Complément de Reuters.

Repoussant les appels à sa démission, le Premier ministre irlandais Brian Cowen a déclaré lundi qu'il resterait au pouvoir le temps nécessaire pour faire adopter le 7 décembre un budget d'austérité lié au plan de sauvetage UE-FMI, et qu'il dissoudrait le parlement en janvier.

Cowen s'est retrouvé le dos au mur lorsque le Parti des Verts a annoncé qu'il quitterait la coalition après le vote du budget si des élections n'avaient pas lieu en janvier, tandis que les partis d'opposition exigeaient un scrutin anticipé dès avant le budget.

L'intervention du Premier ministre renvoie la balle dans le camp de l'opposition pour ce qui est de faciliter l'adoption de la loi de finances.

La colère de l'opinion publique face à la gestion de la crise par Dublin a cependant atteint un point d'ébullition. Au début de la semaine dernière, Cowen assurait encore que le gouvernement ne négocierait pas de plan de sauvetage.

"Les gens du pays ne lui font pas confiance (...) Je crois que sa crédibilité est en lambeaux et que la chose digne à faire pour Cowen à l'heure actuelle est de démissionner", a affirmé Noel O'Flynn, membre du parti Fianna Fail de Cowen.

Les syndicats, qui organisent une marche anti-austérité le 27 novembre à Dublin, ont prévenu que les mesures budgétaires risquaient de provoquer des troubles sociaux.

Les Verts, partenaires de coalition du Fianna Fail avec six élus, ont annoncé lundi qu'ils soutiendraient le gouvernement jusqu'à l'adoption du budget et la mise en place du plan de sauvetage UE-FMI, mais qu'ils quitteraient la coalition ensuite.

Le vote du budget pourrait être retardé du fait que deux élus indépendants dont dépend la coalition au pouvoir ont menacé de retirer leur soutien à Cowen. L'un d'eux, Michael Lowry, a dit qu'il ne voterait pas la loi de finances si les partis d'opposition du Fine Gael et du Labour n'étaient pas associés à son élaboration, ce qui est des plus improbables.

Le chef de file du Labour, Eamon Gilmore, a déclaré lundi que son parti de centre gauche pourrait former un nouveau gouvernement de coalition avec le Fine Gael (centre droit) en cas d'élections anticipées.

La coalition gouvernementale n'a que trois sièges de majorité et devrait, d'après les sondages, ne plus en avoir que deux à l'issue d'un scrutin partiel organisé le 25 novembre.